

La génération perdue

Mesamarat al-Gayb, 28 décembre 1947

Je crains que cette génération montante de notre jeunesse ne soit la génération perdue, sans retour ni espoir possible. À mon grand regret et à ma profonde douleur, elle se trouve exposée, dans sa propre vie scolaire, à des épreuves telles qu'aucune génération avant elle n'en a jamais connu — certaines venant des gouvernements, d'autres de ce que nous avons coutume d'appeler le destin et la fatalité, tant nous avons pris l'habitude d'attribuer tous les grands malheurs au destin et à la fatalité, et d'autres encore des circonstances détestables de la vie sociale que nous menons aujourd'hui.

L'an dernier, Sidqi Pacha voulut se rendre à Londres pour négocier avec les Anglais, contre la volonté du peuple égyptien tout entier, et craignit, disait-il lui-même, des troubles pendant son absence — il reporta donc l'ouverture des établissements d'enseignement jusqu'à son propre départ et son propre retour. Il revint ensuite, craignant toujours des troubles, et reporta les études semaine après semaine après semaine, coûtant aux élèves et aux étudiants deux mois entiers de leur année scolaire. Il finit par leur permettre d'étudier — mais les circonstances de la vie sociale se dressèrent alors entre la plupart d'entre eux et leur propre instruction, l'État exigeant le paiement de la scolarité, et, lorsqu'ils se montrèrent incapables de payer, refusant néanmoins de la leur accorder. Élèves et étudiants perdirent encore un long moment, cherchant une instruction qu'ils ne pouvaient s'offrir, tandis que le ministère persistait à n'enseigner qu'une fois les frais de scolarité versés d'avance, sans aucun report possible.

Les affaires scolaires se stabilisèrent pendant deux ou trois semaines, puis le ministère décida de supprimer les vacances d'hiver habituellement accordées aux enseignants comme aux élèves — élèves et étudiants décidèrent alors de s'accorder eux-mêmes ces vacances, que cela plût ou non au ministère. Le ministère fit mine de résister, mais finit par céder, et élèves et étudiants perdirent deux semaines de plus. Ils avaient à peine repris leurs études que l'été les surprit, et on les poussa vers un examen dont j'ignore comment il se déroula, et comment ils parvinrent à le réussir — car je ne vois pas sur quoi on aurait pu les examiner, eux qui n'avaient presque rien appris. L'été passa, les établissements se préparèrent à rouvrir, élèves et étudiants se

préparèrent à y retourner, et les familles déployèrent tous les efforts qu'elles avaient, et qu'elles n'avaient pas, pour rassembler l'argent que tout cela exigeait. Mais l'épidémie survint alors, venue d'une source encore inconnue à ce jour, et les établissements demeurèrent fermés, et la jeunesse demeura désœuvrée. Enseignants et élèves s'étaient à peine préparés à reprendre leur activité que de graves crises éclatèrent, auxquelles ni les enseignants, ni les élèves, ni le gouvernement, ni les familles ne purent trouver de solution.

L'État s'obstine à vendre l'instruction ; le peuple est incapable de l'acheter — voilà votre crise. Entre l'épidémie et l'obstination de l'État à exiger le paiement de la scolarité, les élèves perdirent trois mois entiers. La jeunesse sentit alors que le programme était trop long pour le temps qui leur restait, et réclama qu'on le raccourcisse ; le ministère, de son côté, refusa de faire autre chose qu'appliquer les règlements tels quels, si bien que la jeunesse se mit en grève, et du temps perdu s'ajouta encore au temps déjà perdu.

Puis les enseignants des écoles privées se mirent à se plaindre, et insistèrent dans leurs plaintes — et le ministère les écouta d'une oreille, tout en restant entièrement sourd de l'autre. Les enseignants se mirent alors en grève, les élèves se retrouvèrent désœuvrés, les enseignants occupèrent les écoles en signe de protestation, et la jeunesse et les enfants se mirent à errer sans but dans les rues, et du temps se perdit encore, s'ajoutant au long moment déjà perdu. J'ignore si ces crises, et d'autres qui leur ressemblent, prendront fin bientôt ou tarderont longtemps. Mais il est certain que les élèves et les étudiants ont déjà perdu, ou se sont vu arracher par les circonstances, la moitié de l'année scolaire. Et si nous supposons que l'autre moitié leur restera, sans que d'autres obstacles ne viennent entraver leurs études, il ne fait aucun doute qu'ils apprendront bien moins qu'ils n'avaient coutume d'apprendre, et aucun doute que la formation de leur esprit, de leur cœur et de leur caractère en sera affectée d'une manière véritablement grave et dommageable. Il ne fait pas davantage de doute que l'examen se résumera à l'une de ces deux possibilités seulement : soit ce sera un examen véritablement sérieux, auquel cas la grande majorité de ces jeunes gens échoueront — et vous savez bien ce que produit l'échec sur la vie d'un jeune homme, et sur celle de sa famille — soit l'examen sera une farce, auquel cas ceux qui réussissent comme ceux qui échouent seront également perdus.

Ainsi l'année dernière fut-elle perdue pour notre jeunesse, et cette année semble vouloir l'être également — et il n'est rien de plus dangereux, pour un peuple, que de voir deux années entières d'étude et d'apprentissage se perdre pour ses propres enfants et sa propre jeunesse. Nous-mêmes ne percevons peut-être que les effets les plus légers de ce danger — peut-être seulement l'oisiveté et l'inactivité de la jeunesse, et son exposition à tous les maux que l'oisiveté et l'inactivité apportent, des maux touchant à la fois le corps, l'esprit et le caractère.

Mais attendez quelques années avec cette génération, et regardez-la lorsqu'elle entrera à l'université, et lorsqu'elle en sortira ; regardez-la écouter ses propres cours sans être préparée à les comprendre, et assumer les responsabilités de la vie sans être préparée à les assumer — et mesurez les conséquences de tout cela pour la vie de ce peuple, pour son propre avenir, et pour les problèmes qui l'attendent encore.

J'ignore si ceux qui supervisent les affaires de l'enseignement pensent à tout cela, ou s'ils s'occupent plutôt de ces mêmes futilités dont s'occupent habituellement les fonctionnaires. Et s'ils y pensent bel et bien, et mesurent les conséquences, les effets et le danger que cela représente pour la vie future de ce peuple, croyez-vous qu'ils soient satisfaits d'eux-mêmes, sereins quant à leur propre politique, et dorment paisiblement toute la nuit ? Ou les croyez-vous plutôt anxieux et troublés, leur propre conscience les accablant chaque soir, leur propre conscience leur dépeignant toute l'horreur de ce tort dans les rêves mêmes qui les visitent la nuit ?

Il n'était nullement nécessaire que le ministre de l'Instruction publique se soumît au caprice de Sidqi Pacha, perdant ainsi deux mois entiers pour les élèves et les étudiants, pour la seule raison qu'il voulait négocier avec les Anglais contre la volonté du peuple. La conduite juste, pour le ministre de l'Instruction publique et ses propres auxiliaires, eût été alors de tenir bon, de laisser l'instruction et les élèves à l'abri de toute ingérence, et de refuser le caprice de Sidqi Pacha, quelque effréné qu'il se soit révélé. Il n'était nullement nécessaire non plus, et il ne l'est pas davantage aujourd'hui, que l'État s'obstine avec une telle rigidité à vendre l'instruction, au point que cette rigidité finisse par produire du temps perdu, des études interrompues, l'humiliation des gens, la corruption des mœurs, et le gaspillage d'une génération entière d'Égyptiens.

Il ne fait aucun doute que certaines nécessités sont inévitables ; nul ne demande au ministère de l'Instruction publique de maintenir ses propres établissements ouverts en pleine épidémie — le ministère de l'Instruction publique n'est pas responsable de l'épidémie, et il existe un autre ministère à interroger et à blâmer pour cela, et un système social à interroger et à blâmer pour cela également. Mais c'est pure sottise et manque de discernement que, l'épidémie ayant déjà coûté deux mois à la jeunesse, le ministère de l'Instruction publique n'ait pas alors emprunté toutes les voies possibles pour qu'aucun jour, ni même une part de jour, ne se perde plus. Or nous regardons, et voyons — et quel triste spectacle ! — des jeunes refoulés des écoles parce qu'ils n'ont pas de quoi payer les frais ; des jeunes refoulés des écoles parce qu'il n'y a pas d'enseignants pour eux ; des jeunes refusant de fréquenter les écoles par crainte de la longueur du programme et de la difficulté de l'examen ; et un ministère de l'Instruction publique qui ne s'occupe pas d'instruction, mais s'occupe de se prémunir contre enseignants et élèves à la fois !

Le ministère de l'Instruction publique, en ces jours mêmes, ne s'occupe ni des programmes d'enseignement, ni de ses propres institutions et manuels, ni de faciliter ses propres moyens et méthodes, ni de faire progresser sa propre matière et sa propre pédagogie — il s'occupe, au contraire, d'appeler la police pour se protéger lui-même, et protéger ses propres établissements, des enseignants et des élèves qui manifestent, se mettent en grève, ou organisent des sit-in. Et ainsi le ministère de l'Instruction publique se trouve-t-il préoccupé par lui-même, au détriment de l'instruction elle-même ; et ainsi le désordre atteint-il l'ultime endroit où le désordre et la corruption devraient jamais parvenir — l'éducation de la jeunesse, et la formation de cette génération même qui héritera de ces mêmes responsabilités, et assumera le fardeau public, dans un temps plus ou moins proche.

Le ministère de l'Instruction publique se trouve en guerre continuelle avec les enseignants et les élèves à la fois, alors même qu'il n'a été créé que pour venir en aide aux enseignants comme aux élèves — non pour leur faire la guerre, ni pour qu'ils deviennent ses ennemis.

Il faut dire la vérité, si amère et déplaisante soit-elle : la part de responsabilité du ministère de l'Instruction publique dans cette disgrâce est bien moindre que ne l'imaginent ceux qui le contestent. Ce n'est pas le ministère de l'Instruction publique qui a envoyé Sidqi Pacha à Londres ; ce n'est pas lui qui l'a poussé à suspendre l'enseignement ; ce n'est pas lui qui s'obstine à vendre l'instruction ; ce n'est pas lui qui a fait venir

l'épidémie ; ce n'est pas lui qui contraint les enseignants à la vie misérable qu'ils mènent. Le véritable responsable de tout cela, c'est le système social, qui doit être réformé sous tous ses aspects, et le système politique, qui doit également être changé sous tous ses aspects.

C'est le système social qui a rendu les familles incapables d'acheter l'instruction pour leurs propres enfants ; c'est lui qui a envoyé l'épidémie sur l'Égypte tout entière, coûtant aux élèves tout le temps qu'elle leur a coûté, tout comme elle a coûté aux Égyptiens tout l'effort, toutes les vies et tout l'argent qu'elle leur a coûtés.

Et c'est le système politique qui a poussé Sidqi Pacha vers ce caprice insensé ; c'est lui qui contraint le ministère de l'Instruction publique à vendre purement et simplement l'instruction ; c'est lui qui contraint le ministère de l'Instruction publique à laisser les enseignants insatisfaits, leur refusant même la vie décente la plus modeste qui devrait revenir à quiconque se voit confier l'éducation des générations à venir.

Si le système social avait été sain, jamais les familles n'auraient été incapables de payer les frais de scolarité — bien plus, elles n'auraient jamais eu besoin de les payer. Si le système social avait été sain, jamais l'Égypte n'aurait été exposée à cette épidémie. Si le système politique avait été sain, jamais Sidqi Pacha et ses semblables n'auraient exercé un tel pouvoir sur la vie de la jeunesse. Si le système politique avait été sain, le Parlement aurait contraint le ministère de l'Instruction publique à offrir une instruction gratuite à tous les élèves. Et si les systèmes politique et social avaient été sains, jamais cette distinction honteuse et méprisante entre un enseignant et un autre, entre un élève et un autre, n'aurait existé.

Parmi les choses qui blessent le cœur, affligent l'âme et déshonorent l'Égypte, il y a ceci : que les enseignants indignés soient désormais plus nombreux que les enseignants qui n'acceptent leur sort qu'à contrecœur, et que les élèves errants soient bien plus nombreux que les élèves simplement mis en grève de leur propre instruction.

Oui, la corruption du système social et politique est bien la racine véritable de ce mal, la source véritable de ce fléau. Mais il existe peut-être une autre corruption encore, ni négligeable ni sans gravité : une corruption touchant au caractère de certains individus. Si certains ministres, et certains hauts fonctionnaires parmi les hommes de l'enseignement, avaient su dire non, réclamer la réforme, ou démissionner, l'Égypte aurait pu épargner à sa propre jeunesse bien des

maux. Mais tant que le système social et politique demeure aussi corrompu qu'il l'est aujourd'hui, et que le caractère des ministres et des hauts fonctionnaires demeure aussi faible qu'il l'est aujourd'hui, l'Égypte devra peut-être se préparer — non pas à la seule perte d'une génération, ou de deux, mais à la perte de toutes ses générations, jusqu'à ce qu'elle s'engage enfin, sérieusement et non en apparence, dans la voie de la réforme.